

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Transports, le 3 juin 1997, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "modifiant l'arrêté ministériel du 23 juin 1969 portant réglementation des licences civiles de pilote d'avions", a donné le 24 septembre 1997 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 3 juni 1997 door de Minister van Vervoer verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "houdende wijziging van het ministerieel besluit van 23 juni 1969 houdende regeling van de burgerlijke vergunningen van bestuurder van vliegtuigen, heeft op 24 september 1997 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. L'article 3 du projet tend à remplacer l'article 19 de l'arrêté ministériel du 23 juin 1969 portant réglementation des licences civiles de pilotes d'avions qui, dans sa rédaction actuelle, prévoit les conditions d'octroi de la licence de pilote professionnel de première classe, par une disposition formulée comme suit :

"Art. 19 A partir du jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, la licence de pilote professionnel de première classe n'est plus délivrée."

L'article 54, § 3, en projet (article 11 du projet) prévoit que :

"Les candidats qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont détenteurs d'une licence de pilote professionnel de première classe, peuvent en exercer les privilèges durant une période n'excédant pas cinq ans à partir de la date d'entrée en vigueur de cet arrêté."

Selon le fonctionnaire délégué, l'intention de l'auteur du projet, telle qu'elle transparaît du reste de ces dispositions, est de prévoir que la licence de pilote professionnel de première classe est supprimée, mais que les titulaires de cette licence pourront encore en exercer les privilèges durant une période de cinq ans. Telle étant l'intention, il convient préalablement de modifier l'article 31 de l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne, qui prévoit, au 5°, la licence de pilote professionnel de première classe. L'article 34 de

.../...

l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne, en vertu duquel le ministre chargé de l'administration de l'aéronautique fixe les conditions d'octroi des licences prévues à l'article 31 du même arrêté, n'autorise, en effet, pas ce ministre à décider qu'une de celles-ci ne sera plus octroyée.

2. L'attention de l'auteur du projet est, en outre, attirée sur le fait que, s'agissant de dispositions modificatives, la date d'entrée en vigueur, mentionnée dans les articles 3 et 11 précités du projet, ne sera pas celle du présent projet mais bien celle de l'arrêté que le projet tend à modifier.

3. Enfin, le projet ne prévoit pas de modifier ni d'abroger l'article 20 de l'arrêté ministériel du 23 juin 1969 précité, qui dispose que la licence de pilote professionnel de première classe est valable pendant une période n'excédant pas six mois et prévoit les conditions dans lesquelles cette licence peut être renouvelée pour des périodes successives n'excédant pas six mois.

Le projet suscite dès lors un certain nombre de questions. Les titulaires de licence de pilote professionnel de première classe peuvent-ils, malgré l'article 19 en projet, obtenir le renouvellement de leur licence ? Dans l'affirmative, ce renouvellement peut-il être obtenu indéfiniment, ou bien est-il limité à la période de cinq ans prévue à l'article 54, § 3, en projet ? Ce renouvellement est-il nécessaire, dès lors que cette dernière disposition

.../...

prévoit que les détenteurs d'une telle licence "peuvent en exercer les privilèges durant une période n'excédant pas cinq ans" ?

Selon le fonctionnaire délégué, l'intention est de permettre aux titulaires de cette licence à la date d'entrée en vigueur du projet d'en obtenir le renouvellement pendant une période de cinq ans, pour leur permettre d'obtenir le temps de vol nécessaire à l'obtention de la licence de pilote de ligne.

Il résulte des considérations qui précèdent qu'il convient :

- 1° de modifier préalablement l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne pour y supprimer la mention de "licence de pilote professionnel de première classe", tout en prévoyant, une disposition transitoire pour les personnes qui sont, à la date de cette suppression, titulaires de la licence en question, pour leur en permettre le renouvellement pendant une période de cinq ans;
- 2° d'abroger, dans l'arrêté ministériel du 23 juin 1969 portant réglementation des licences civiles de pilotes d'avions, les articles 18 et 19 de la section VI relative à la licence de pilote professionnel de première classe du chapitre II, en prévoyant une date d'abrogation différée pour l'article 20, afin de permettre le renouvellement de la licence pendant la période transitoire.

.../...

C'est sous réserve de ces observations générales qu'il est procédé à l'examen du présent projet.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

Alinéa 4

Il convient de viser l'arrêté ministériel du 23 juin 1969 portant réglementation des licences civiles de pilote d'avions en mentionnant toutes les modifications expresses encore en vigueur apportées à cet arrêté, soit celles apportées par les arrêtés ministériels des 4 janvier 1974, 23 mars 1978, 19 janvier 1979, 12 septembre 1985, 3 octobre 1988 et 26 juin 1990.

Dispositif

Article 2

1. Les phrases liminaires doivent comporter l'indication des modifications déjà apportées aux textes modifiés. L'observation vaut pour l'ensemble du texte en projet. Ainsi, à titre d'exemple, la phrase liminaire de l'article examiné doit s'écrire :

"Art. 2 L'article 16 du même arrêté, remplacé par l'arrêté ministériel du 23 mars 1978, est remplacé par la dispositions suivante :".

.../...

2. Au 3° de l'article 16, en projet, le verbe "comprendra" sera remplacé par "comprend :".

Article 3

Il est renvoyé aux observations générales.

Article 6

Au lieu de procéder à des adaptations ponctuelles, qui rendent le texte nouveau difficilement lisible, il convient de reformuler entièrement l'article 34, § 1er.

Article 11

Dans la phrase liminaire, il convient d'écrire "... remplacé par la disposition suivante :", au lieu de "remplacé par les dispositions suivantes :".

Pour le surplus il est renvoyé aux observations générales 1 et 2.

Article 12

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 14

Les mots "Dans le titre du paragraphe A ..." seront remplacés par les mots "Dans l'intitulé du point A ...".

Article 15

1. A divers endroits, il convient de remplacer le mot "littera" par le mot "point".

2. Il convient de rédiger l'article de la manière suivante :

"Art.15 L'annexe IV du même arrêté est modifiée comme suit :

1° au point A, I, sous "minima requis", l'alinéa 2 est remplacé par le texte qui suit :

"2. ...";

2° le point B est remplacé par le texte suivant :

"B. ...

§ 1er. ... (la suite comme au projet)".

3. Dans le nouveau point B, § 3, D, en projet, on remplacera le mot "endéans" par le mot "dans".

.../...

Article 16

Il convient de rédiger l'article comme suit :

"Art. 16 Dans le même arrêté, l'annexe VI, point A, II, sous "épreuve portant sur la connaissance de l'avion utilisé et sur l'habilité à le piloter", est complété par l'alinéa suivant :

"Est dispensé ... ".

OBSERVATIONS FINALES

1. Dans le texte français, il faut écrire "Article 1er", "§ 1er", non "Article 1", "§ 1".

2. Lorsque dans le texte en projet, sont citées, des subdivisions d'une annexe, il convient d'identifier ces dernières avec précision, c'est-à-dire en mentionnant les divisions dans lesquelles elles se trouvent. C'est ainsi, par exemple, qu'à l'article 2 du projet, dans le nouvel article 16, 5°, b), il faut écrire "les examens visés au point A, II, de l'annexe IV" au lieu de "les examens visés sous II de l'annexe IV". D'autre part, la première division d'une annexe est le point. Il convient d'adapter le texte en conséquence. C'est ainsi, par exemple, que dans la phrase liminaire de l'article 13, il faut écrire "l'annexe III, point III" au lieu de "l'annexe III, III".

.../...

3. Il convient d'éviter l'usage intempestif de majuscules. Par exemple, on écrira en caractère minuscule les premières lettres des mots "administration" et "aéronautique".

4. Le texte néerlandais du projet est mal rédigé et devrait l'être en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Artikel 3 van het ontwerp strekt ertoe artikel 19 van het ministerieel besluit van 23 juni 1969 houdende regeling van de burgerlijke vergunningen van bestuurder van vliegtuigen, dat in zijn huidige lezing de voorwaarden bepaalt waaraan moet worden voldaan om de vergunning van beroepsbestuurder eerste klasse te verkrijgen, te vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 19 Vanaf de dag van de inwerkingtreding van dit besluit wordt de vergunning van beroepsbestuurder eerste klasse niet meer uitgereikt.".

Het ontworpen artikel 54, § 3, (artikel 11 van het ontwerp) bepaalt het volgende :

"De kandidaten die op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit houder zijn van een vergunning van beroepsbestuurder eerste klasse, mogen er de voorrechten van uitoefenen gedurende een periode van ten hoogste vijf jaar vanaf de dag van het in voege treden van dit besluit.".

Volgens de gemachtigde ambtenaar wil de steller van het ontwerp, gelijk overigens uit die bepalingen blijkt, bepalen dat de vergunning van beroepsbestuurder eerste klasse wordt afgeschaft, maar dat de houders van die vergunning de voorrechten ervan nog vijf jaar mogen uitoefenen. Nu dat dit de bedoeling is, moet eerst artikel 31 van het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart worden vervangen, dat in 5° de vergunning van

.../...

beroepsvliegtuigbestuurder eerste klasse vermeldt. Artikel 34 van het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart, krachtens hetwelk de minister die met het bestuur der luchtvaart is belast, de voorwaarden bepaalt waaraan moet worden voldaan om de in artikel 31 van hetzelfde besluit opgenoemde vergunningen te verkrijgen, maakt die minister immers niet bevoegd om te besluiten dat één van die vergunningen niet meer wordt uitgereikt.

2. Bovendien wordt de steller van het ontwerp erop attent gemaakt dat, aangezien het om wijzigingsbepalingen gaat, de datum van inwerkingtreding, genoemd in de voormelde artikelen 3 en 11 van het ontwerp, niet die van dit ontwerp zal zijn, maar wel die van het besluit dat door het ontwerp zou worden gewijzigd.

3. Tot slot bevat het ontwerp geen wijziging of opheffing van artikel 20 van het voormelde ministerieel besluit van 23 juni 1969, dat bepaalt dat de vergunning van beroepsbestuurder eerste klasse geldig is gedurende ten hoogste zes maanden en de voorwaarden bepaalt waarop die vergunning voor opeenvolgende periodes van ten hoogste zes maanden kan worden verlengd.

Het ontwerp doet dus een aantal vragen rijzen. Kunnen de houders van de vergunning van beroepsbestuurder eerste klasse, niettegenstaande het ontworpen artikel 19, een verlenging van hun vergunning krijgen ? Zo ja, kan die vergunning dan eindeloos worden verlengd of slechts voor de

.../...

in het ontworpen artikel 54, § 3 vermelde periode van vijf jaar? Is die verlenging wel nodig, aangezien in die ontworpen bepaling staat dat de houders van zulk een vergunning "(...) er de voorrechten van (mogen) uitoefenen gedurende een periode van ten hoogste vijf jaar" ?

Volgens de gemachtigde ambtenaar is het de bedoeling degenen die op de dag van de inwerkingtreding van het ontwerp houder van die vergunning zijn, de mogelijkheid te bieden die gedurende vijf jaar te laten verlengen en het nodige aantal vliegreuren te bereiken om de vergunning van verkeersvlieger te verkrijgen.

De voorgaande overwegingen leiden tot de volgende bevindingen :

- 1° eerst moet het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart worden gewijzigd, door de woorden "vergunning van beroepsvliegtuigbestuurder eerste klasse" te schrappen en tegelijk een overgangsbepaling in te voegen, zodat degenen die op de dag dat die vermelding vervalt houder zijn van de kwestieuze vergunning, die gedurende vijf jaar kunnen verlengen;
- 2° in het ministerieel besluit van 23 juni 1969 houdende regeling van de burgerlijke vergunningen van bestuurder van vliegtuigen, moeten de artikelen 18 en 19 van afdeling VI betreffende de vergunning van beroepsbestuurder eerste klasse van hoofdstuk II worden opgeheven en moet tegelijk een uitgestelde-opheffingsdatum voor

.../...

artikel 20 worden bepaald, zodat de vergunning tijdens de overgangsperiode kan worden verlengd.

Het is onder voorbehoud van die algemene opmerkingen dat dit ontwerp wordt onderzocht.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

Vierde lid

Er dient te worden verwezen naar het ministerieel besluit van 23 juni 1969 houdende regeling van de burgerlijke vergunningen van bestuurder van vliegtuigen, met vermelding van alle uitdrukkelijke, nog geldende wijzigingen die dit besluit heeft ondergaan, namelijk de wijzigingen ingevoerd bij de ministeriële besluiten van 4 januari 1974, 23 maart 1978, 19 januari 1979, 12 september 1985, 3 oktober 1988 en 26 juni 1990.

Bepalend gedeelte

Artikel 2

1. In de inleidende zinnen moet melding worden gemaakt van de wijzigingen die de gewijzigde teksten reeds hebben ondergaan. Die opmerking geldt voor het gehele

.../...

ontwerp. Zo bijvoorbeeld moet de inleidende zin van het onderzochte artikel als volgt worden geredigeerd :

"Art. 2 Artikel 16 van hetzelfde besluit, vervangen bij het ministerieel besluit van 23 maart 1978, wordt vervangen als volgt :".

2. In 3° van het ontworpen artikel 16 schrijve men "(...). Die vliegtijd omvat :" in plaats van "(...), waarin begrepen moeten zijn".

Artikel 3

Zie algemene opmerkingen.

Artikel 6

In plaats van afzonderlijke wijzigingen aan te brengen, wat de nieuwe tekst moeilijk leesbaar maakt, behoort artikel 34, § 1 volledig te worden herschreven.

Artikel 11

In de inleidende zin schrijve men : "... vervangen als volgt :" in plaats van "... vervangen door volgende bepalingen :".

.../...

Voor het overige wordt verwezen naar de algemene opmerkingen 1 en 2.

Artikel 12

Het artikel zou aldus gesteld moeten worden :

"Art. 12 Bijlage III van hetzelfde besluit wordt, na punt II, B, aangevuld met een nieuw lid, luidende :

"De kandidaat die geslaagd is voor het examen genoemd in bijlage V, II, wordt van het examen genoemd in 3^o vrijgesteld".

Artikel 14

De woorden "In de titel van paragraaf A..." behoren te worden vervangen door de woorden "In het opschrift van punt A van bijlage IV ...".

Artikel 15

1. Op verscheidene plaatsen behoort het woord "litera" te worden vervangen door het woord "punt".

2. Het artikel behoort als volgt te worden geredigeerd :

.../...

"Art. 15 Bijlage IV van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1º in punt A, I, onder "Vereiste minima", wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"2. De kandidaat die aan de eerste vereiste heeft voldaan, maar voor één of meer vakken niet het vereiste minimum heeft behaald, mag uiterlijk drie maanden na de kennisgeving van de uitslag éénmaal herexamen voor dat vak of die vakken afleggen. Er wordt alleen verklaard dat de kandidaat al dan niet geslaagd is.";

2º punt B wordt vervangen als volgt :

"B. BIJZONDERE BEPALINGEN VOOR DE HOUDERS ...

§ 1. ...".

3. In de Franse tekst van het nieuwe ontworpen punt B, § 3, D, vervange men het woord "endéans" door het woord "dans".

Artikel 16

Het artikel behoort als volgt te worden gesteld :

.../...

"Art. 16 In hetzelfde besluit wordt bijlage VI, punt A, II, onder "een examen over de kennis van het gebruikte vliegtuig en over de bedrevenheid in het besturen ervan" aangevuld met het volgende lid :

"Van de oefeningen vermeld onder 2°, a) en c) worden ontheven, ...".

SLOTOPMERKINGEN

1. In de Franse tekst schrijve men "Article 1er", "§ 1er" en niet "Article 1", "§ 1".

2. Wanneer in de ontworpen tekst wordt verwezen naar onderverdelingen van een bijlage, dan moeten die nauwkeurig worden aangegeven, dit wil zeggen met vermelding van de onderdelen waarin ze zich bevinden. Zo behoort bijvoorbeeld in artikel 2 van het ontwerp, in het nieuwe artikel 16, 5°, b), te worden geschreven : "de examens genoemd in punt A, II, van bijlage IV" in plaats van "de examens voorzien onder II van bijlage IV". Bovendien wordt een bijlage eerst in punten verdeeld. De tekst moet dienovereenkomstig worden aangepast. Zo behoort bijvoorbeeld in de inleidende zin van artikel 13 "bijlage III, punt III" te worden geschreven in plaats van "bijlage III, III".

.../...

3. Ongewenst gebruik van hoofdletters dient te worden vermeden. Zo schrijve men bijvoorbeeld de woorden "bestuur" en "luchtvaart" met een kleine letter.

4. De Nederlandse tekst van het ontwerp is slecht gesteld. Bij wijze van voorbeeld worden in het corpus van dit advies hieromtrent een aantal voorstellen gedaan en worden ten overvloede de volgende opmerkingen gemaakt : in het derde lid van de aanhef schrijve men "inzonderheid op artikel 31, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 augustus 1968, en op de artikelen 33, 34 en 35;".

In de tekst komt een vorm van inversie voor die moet worden vermeden. Zo schrijve men in artikel 1 (het ontworpen artikel 1) : "Hiermee wordt gelijkgesteld" in plaats van "Wordt hiermee gelijkgesteld ..." en in artikel 16 (de ontworpen aanvulling van bijlage VI) : "Van de oefeningen (...) wordt ontheven" in plaats van "Wordt van de oefeningen ... ontheven".

De Nederlandse en de Franse terminologie stemmen niet steeds overeen. Bijvoorbeeld: "uren"/"heures de vol", zie artikel 2, het ontworpen artikel 16, 3°, c), d), e) en artikel 15, de wijziging van bijlage IV, punt B, §§ 1 en 2; "vliegtuig(en) met meerkoppige bemanning"/"avion(s) multi-pilote(s)", zie artikel 2, het ontworpen artikel 16, 3°, a) en 5°, b), artikel 4, het ontworpen artikel 25, § 2 en artikel 11, het ontworpen artikel 54, § 1. De Nederlandse en de Franse terminologie moeten dan ook op elkaar worden afgestemd.

.../...

In artikel 2, het ontworpen artikel 16, 2°, schrijve men "lichamelijke en geestelijke geschiktheid" in plaats van "lichaams- en geestesgeschiktheid") en in het ontworpen artikel 16, 3°, b) "het overige aantal uren" in plaats van "het complement" en "ten minste" in plaats van "tenminste". Deze laatste opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

Het zou beter zijn het ontworpen artikel 16, 5° (artikel 2) als volgt te stellen :

"5° slagen voor de examens genoemd in bijlage IV van dit besluit overeenkomstig de volgende bepalingen :

- a) het examen over pas worden afgelegd nadat de vereiste vliegervaring is verworven;
- b) de examens genoemd in punt A, II, van bijlage IV van dit besluit worden afgelegd met een vliegtuig voor meer dan één piloot, gecertificeerd onder JAR ... (voorts zoals in het ontwerp)".

In artikel 4, het ontworpen artikel 25, nieuwe § 2, schrijve men "bepaald in" in plaats van "voorzien onder" en "bijlage IV van dit besluit" in plaats van "(de) bijlage IV tot dit besluit". Deze opmerkingen gelden mutatis mutandis voor het gehele ontwerp.

In artikel 5, het ontworpen artikel 26 schrijve men "verkrijgen" in plaats van "bekomen". Deze opmerking geldt

.../...

ook voor artikel 15, de ontworpen bijlage IV, punt B, § 3, D.

In artikel 7, het ontworpen artikel 38 schrijve men "maakt het mogelijk" in plaats van "laat toe" en "vliegtuigen waarvoor hij zijn bekwaamheid heeft bewezen overeenkomstig de artikelen 25, 26 en 27" in plaats van "vliegtuigen ten aanzien waarvan hij overeenkomstig artikelen 25, 26 en 27 zijn bedrevenheid heeft aangetoond".

In artikel 11, het ontworpen artikel 54, § 3 schrijve men "de dag van het in werking treden van dit besluit" in plaats van "de dag van het in voege treden van dit besluit".

Het zou beter zijn artikel 13, het ontworpen nieuwe lid van bijlage III, punt III als volgt te redigeren :

"De kandidaat die geslaagd is voor het examen genoemd in bijlage V, punt II, wordt vrijgesteld van het navigatie-examen waarbij hij dient te bewijzen dat hij zich van de radio-elektrische hulpmiddelen kan bedienen."

In artikel 15, de ontworpen wijziging van bijlage IV, schrijve men in het nieuwe punt B, § 3, A, C en D, respectievelijk "vermeld in" in plaats van "vermeld onder", "de examens spreiden" in plaats van "de examens splitsen", "examenperiode" in plaats van "(examen)zittijd", "niet geslaagd is voor het herexamen" in plaats van "niet voldaan heeft voor het herexamen", "examens af te leggen in alle vakken" in plaats van "examens af te leggen over alle

.../...

vakken", "examen heeft afgelegd in de vakken vermeld in bijlage IV" in plaats van "examen heeft afgelegd over de vakken voorzien bij bijlage IV".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs R. ANDERSEN,
de Heren

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J.-M. FAVRESSE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination a
été rédigée par M. C. AMELYNCK,
référéndaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, adjunct-
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld door
de H. C. AMELYNCK, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN